

Art. 5. § 1^{er}. Les préposés auxquels l'Administration forestière confie un armement en ont la garde permanente et ne peuvent pas le confier à des tiers, même pas temporairement.

Ils sont néanmoins tenus de restituer immédiatement l'armement à toute demande de l'inspecteur forestier ou du chef de l'Administration forestière.

Une arme collective que l'Administration forestière confie aux préposés dans le cadre d'un exercice ou pour une nécessité opérationnelle doit, immédiatement à l'issue de l'exercice ou à la disparition de la nécessité opérationnelle, être restituée au membre du personnel compétent pour le rangement des armes.

§ 2. Le préposé qui détient une arme de l'Administration forestière, en a la garde.

Il est tenu de la conserver dans un lieu sûr, hors de portée des tiers, lorsqu'il ne la porte ni ne la transporte, et d'en assurer l'entretien.

Le préposé montre immédiatement sur demande l'arme aux membres du personnel que l'Administration forestière a désignés pour inspecter les armes.

Art. 6. L'usage à l'encontre d'une personne d'une des armes visées à l'article 2 ou toute mise en joue d'une personne à l'aide de ces armes, fait l'objet d'une information immédiate du Procureur du Roi. Cette information est confirmée par procès-verbal.

Tout tir au moyen d'une arme à feu, telle que visée à l'article 2, § 1^{er}, en dehors des exercices de tir, fait l'objet d'un rapport circonstancié qui est transmis, par l'entremise de l'inspecteur forestier, au chef de l'Administration forestière, dans un délai de trois jours ouvrables.

Les dispositions de l'alinéa deux ne sont pas applicables à l'utilisation des fusils, visés à l'article 2, § 1^{er}, dans le cadre des activités de gestion de la faune.

Art. 7. L'Administration forestière tient un registre des noms des préposés auxquels est confiée une arme. Celui-ci reprend les caractéristiques, la marque, le modèle, le type, le calibre et le numéro de série de l'arme pour chaque préposé.

Sont également consignés, les caractéristiques, la marque, le modèle, le type, le calibre et le numéro de série des armes relevant de la compétence des responsables de l'armement collectif.

Art. 8. Le Ministre flamand qui a la conservation de la nature dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 octobre 2002.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
P. DEWAELE

La Ministre flamande de l'Environnement et de l'Agriculture,
V. DUA

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 3923

[C — 2002/29533]

24 OCTOBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1999 relatif à la composition, au fonctionnement des cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française et au personnel des services du Gouvernement de la Communauté appelés à faire partie d'un cabinet ministériel d'un Ministre du Gouvernement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment les articles 60 et 68;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1999 relatif à la composition, au fonctionnement des cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française et au personnel des services du Gouvernement de la Communauté appelés à faire partie d'un cabinet ministériel d'un Ministre du Gouvernement de la Communauté française, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 13 avril et 12 décembre 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 1998 fixant la liste des tâches auxiliaires et spécifiques pour le Ministère de la Communauté française, notamment les articles 1^{er} et 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 octobre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 octobre 2002;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique donné le 24 octobre 2002;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Considérant qu'il importe de veiller au bon fonctionnement des cabinets ministériels du Gouvernement de la Communauté française;

Considérant qu'il s'indique, afin de veiller sans délai au fonctionnement optimal des cabinets ministériels du Gouvernement de la Communauté française, de mettre en place une structure permanente, placée sous l'autorité du Gouvernement, chargé d'aider lesdits cabinets en matière de gestion administrative, budgétaire, comptable, logistique et pécuniaire;

Considérant qu'il importe de veiller à l'archivage des dossiers soumis au Gouvernement et des informations comptables des cabinets et de mettre sans délai en place l'infrastructure pour nécessaire;

Vu l'urgence ainsi motivée;

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des Relations internationales et du Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports;

Vu la délibération du Gouvernement du 24 octobre 2002;

Arrête :

Article 1^{er}. Il est inséré, après le chapitre Ier de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1999 relatif à la composition, au fonctionnement des cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française et au personnel des services du Gouvernement de la Communauté appelés à faire partie d'un cabinet ministériel d'un Ministre du Gouvernement de la Communauté française, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 13 avril et 12 décembre 2000, un chapitre Ier bis, comprenant les articles 22ter à 22sexies rédigé comme suit :

« Chapitre I^{er} bis. Du Service d'appui aux cabinets ministériels

Art. 22ter. Il est créé au 1^{er} janvier 2003 un Service d'appui aux cabinets ministériels, placé sous l'autorité du Gouvernement de la Communauté française. Le Ministre-Président en assure la gestion journalière, au titre de la coordination.

Le cadre de ce service est fixé de la manière suivante :

1. un agent de rang 15, Fonctionnaire dirigeant, pour la direction du service : échelle barémique 150/1;
2. deux agents de rang 12, Conseillers, adjoints à la direction du service : échelle barémique 120/3;
3. quatre attachés : échelle barémique 110/1;
4. six agents de niveau 2+;
5. quatre agents de niveau 3.

En application des articles 1^{er}, 4^o, et 2, 1^o, 2^o et 8^o, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 1998 fixant la liste des tâches auxiliaires et spécifiques pour le Ministère de la Communauté française, un contrat de travail à durée indéterminée sera individuellement conclu entre chaque membre du personnel et la Communauté française.

En plus de l'allocation tenant lieu de traitement dont le montant est fixé dans les limites du traitement minimum et du traitement maximum de l'échelle attachée en régime organique au grade du Ministère correspondant à la fonction exercée, la rémunération de l'ensemble des agents comprendra, eu égard à leur fonction et/ou rang, les allocations de cabinet visées à l'article 15, § 1^{er} du présent arrêté, les indemnités annuelles pour frais de séjour visées à l'article 13, § 1^{er} du présent arrêté et les allocations et indemnités forfaitaires pour les chauffeurs de voiture automobile fixées à l'article 19 du présent arrêté.

Art. 22quater. Le service visé à l'article précédent est chargé :

1. de l'appui logistique du Cabinet du Ministre-Président en matière de Chancellerie et de Secrétariat du Gouvernement;
2. de l'archivage des dossiers inscrits à l'ordre du jour du Gouvernement;
3. de la mise en réseau des données;
4. de la gestion administrative et pécuniaire des dossiers des membres du personnel des Cabinets ministériels, en ce compris l'archivage des dossiers individuels dudit personnel;
5. de la tenue de la documentation relative à la réglementation en matière de gestion administrative et pécuniaire des membres du personnel des Cabinets ministériels;
6. de l'appui logistique des Cabinets ministériels en concertation avec les Secrétaires de Cabinet;
7. de la gestion des contrats globaux qui concernent l'ensemble ou certains des Cabinets ministériels, notamment en ce qui concerne le nettoyage, le gardiennage, l'évacuation des déchets, la fourniture de gaz ou d'électricité, l'entretien des bâtiments, et le leasing des photocopieuses.
8. de la gestion des commandes globales d'économat des Cabinets ministériels;
9. de la gestion des marchés publics de travaux dans les bâtiments occupés par les Cabinets ministériels;
10. de la gestion du bâtiment de la Présidence du Gouvernement;
11. de toute autre mission à lui confiée par le Gouvernement.

Art. 22quinquies. Le Secrétaire du Gouvernement est chargé du contrôle de la composition des cabinets ministériels.

Les cabinets ministériels enverront l'original dûment daté de chaque arrêté concernant les membres de leur personnel au Service d'appui.

Le Service d'appui est chargé de requérir le visa du Secrétaire du Gouvernement, chargé du contrôle de la composition des Cabinets ministériels.

Une fois l'arrêté visé, le Secrétaire du Gouvernement le retourne au Service d'appui, qui transmet une copie certifiée conforme au Cabinet concerné et procède à la liquidation des rémunérations.

Art. 22sexies. Dans le cadre des missions du service d'appui, le Fonctionnaire dirigeant, ou, en cas d'absence, ses adjoints, est autorisé à traiter directement avec les cabinets ministériels soit via le Directeur de Cabinet, ou la personne que ce dernier désigne à cet effet, soit via le Secrétaire de Cabinet. Toute communication ou instruction en provenance des cabinets ministériels vers le Service d'appui est adressée au Fonctionnaire dirigeant. En cas d'absence programmée, celui-ci désigne un remplaçant en vue de permettre la continuité du service.

Le Fonctionnaire dirigeant est habilité à certifier conformes les décisions du Gouvernement et les actes juridiques émanant du Gouvernement ou d'un de ses Membres. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 24 octobre 2002.

Art. 3. Les Ministres du Gouvernement de la Communauté française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 octobre 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 3923

[C — 2002/29533]

24 OKTOBER 2002. — **Besluit van de Franse Gemeenschapsregering tot wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschap van 29 juli 1999 betreffende de samenstelling, de werking van de kabinetten van de ministers van de Franse Gemeenschapsregering en het personeel van de diensten van de Franse Gemeenschapsregering dat wordt opgenomen in een ministerieel kabinet van een minister van de Franse Gemeenschapsregering**

De Franse Gemeenschapsregering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikelen 60 en 68;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 29 juli 1999 betreffende de samenstelling, de werking van de kabinetten van de ministers van de Franse Gemeenschapsregering en het personeel van de diensten van de Franse Gemeenschapsregering dat wordt opgenomen in een ministerieel kabinet van een minister van de Franse Gemeenschapsregering, gewijzigd door de besluiten van de Franse Gemeenschapsregering van 13 april en 12 december 2000;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 16 september 1998 tot vaststelling van de lijst van de bijkomende en specifieke opdrachten voor het Ministerie van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikelen 1 en 2;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 oktober 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 24 oktober 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 24 oktober 2002;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wet van 4 augustus 1996;

Overwegende dat het aangewezen is om toe te zien op de goede werking van de ministeriële kabinetten van de Franse Gemeenschapsregering;

Overwegende dat het aangewezen is om, met het oog om onverwijld toe te zien op de optimale werking van de ministeriële kabinetten van de Franse Gemeenschapsregering, een permanente structuur in te stellen, onder het gezag van de Regering, welke voornoemde kabinetten bijstaat in het administratief, budgetair, boekhoudkundig, logistiek en geldelijk beheer;

Overwegende dat het er op aankomt toe te zien op de archivering van de dossiers die worden voorgelegd aan de Regering en van de boekhoudkundige gegevens van de kabinetten en deze infrastructuur onverwijld op te richten;

Gelet op de aldus met redenen omklede dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister-Président, belast met Internationale Betrekkingen, en van de Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 24 oktober 2002;

Besluit :

Artikel 1. Er wordt, na hoofdstuk I van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 29 juli 1999 betreffende de samenstelling, de werking van de kabinetten van de Ministers van de Franse Gemeenschapsregering en het personeel van de diensten van de Franse Gemeenschapsregering dat wordt opgenomen in een ministerieel kabinet van een Minister van de Franse Gemeenschapsregering, gewijzigd door de besluiten van de Franse Gemeenschapsregering van 13 april en 12 december 2000, een hoofdstuk *Ibis* ingevoegd, omvattende artikelen *22ter* tot *22sexies*, welke als volgt luidt :

« Hoofdstuk *Ibis*. Ondersteuningsdienst van de ministeriële kabinetten

Art. *22ter*. Er wordt op 1 januari 2003 een Ondersteuningsdienst van de ministeriële kabinetten opgericht, geplaatst onder het gezag van de Franse Gemeenschapsregering. De Minister-Président staat in voor de coördinatie van het dagelijks beheer.

Het personeelsbestand van deze dienst wordt als volgt vastgesteld :

1. een ambtenaar van rang 15, leidend ambtenaar, voor de leiding van de dienst : loonschaal 150/1;

2. twee ambtenaren van rang 12, adviseurs, toegevoegd aan de directie van de dienst : loonschaal 120/3;
3. vier attachés : loonschaal 110/1;
4. zes ambtenaren van niveau 2+;
5. vier ambtenaren van niveau 3.

Met toepassing van artikelen 1, 4°, en 2, 1°, 2° en 8°, van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 16 september 1998 tot vaststelling van de lijst van de bijkomende en specifieke opdrachten voor het ministerie van de Franse Gemeenschap, wordt een arbeidscontract van onbepaalde duur individueel gesloten tussen ieder personeelslid en de Franse Gemeenschap.

Bovenop de toelage als wedde waarvan het bedrag wordt vastgesteld binnen de perken van de minimumwedde en de maximumwedde van de loonschaal verbonden aan het organiek stelsel van de graad van het ministerie die overeenstemt met het uitgeoefend ambt, bestaat de bezoldiging van al deze ambtenaren, hun functie en/of rang indachtig, uit de kabinetstoelagen bedoeld in artikel 15, § 1, van dit besluit, de jaarlijkse vergoedingen voor verblijfskosten bedoeld in artikel 13, § 1, van dit besluit en de forfaitaire toelagen en vergoedingen voor de chauffeurs van auto's bepaald in artikel 19 van dit besluit.

Art. 22^{quater}. De in het vorig lid bedoelde dienst is belast met :

1. de logistieke ondersteuning van het kabinet van de Minister-President inzake de kanselarij en het secretariaat van de Regering;
2. de archivering van de dossiers die op de agenda van de regering zijn geplaatst;
3. het op netwerk zetten van deze gegevens;
4. het administratief en geldelijk beheer van de dossiers van het personeel van de ministeriële kabinetten, met inbegrip van de archivering van de persoonlijke dossiers van dit personeel;
5. het bijhouden van documentatie inzake de regelgeving op het vlak van het administratief en geldelijk beheer van het personeel van de ministeriële kabinetten;
6. de logistieke ondersteuning van de ministeriële kabinetten in overleg met de kabinetssecretarissen;
7. het beheer van de globale contracten die betrekking hebben op alle of sommige ministeriële kabinetten, met name wat betreft de reiniging, bewaking, huisvuilophaling, levering van gas of elektriciteit, het onderhoud van de gebouwen en de leasing van de kopieertoestellen;
8. het beheer van de globale bestellingen voor de huishoudkunde van de ministeriële kabinetten;
9. het beheer van de overheidsopdrachten voor werken in de gebouwen die zijn ingenomen door de ministeriële kabinetten;
10. het beheer van het gebouw waar het voorzitterschap van de Regering is gevestigd;
11. iedere andere opdracht die haar door de Regering wordt toevertrouwd.

Art. 22^{quinquies}. De secretaris van de Regering staat in voor het toezicht op de samenstelling van de ministeriële kabinetten.

De ministeriële kabinetten zullen het correct gedateerd origineel van elk besluit betreffende hun personeel versturen naar de Ondersteuningsdienst.

De Ondersteuningsdienst moet de goedkeuring vragen van de Secretaris van de Regering, belast met het toezicht op de samenstelling van de ministeriële kabinetten.

Eens het besluit goedgekeurd stuurt de secretaris van de Regering dit terug naar de Ondersteuningsdienst die een voor eensluidend verklaarde kopie bezorgt aan het betrokken kabinet en overgaat tot de uitbetaling van de lonen.

Art. 22^{sexies}. In het raam van de opdrachten van de ondersteuningsdienst, mag de leidend ambtenaar of, bij diens afwezigheid, zijn adjuncten, rechtstreeks handelen met de ministeriële kabinetten, hetzij via de kabinetsdirecteur, of de persoon die laatstgenoemde hiertoe aanstelt, hetzij via de kabinetssecretaris. Iedere mededeling of opdracht van de ministeriële kabinetten aan de Ondersteuningsdienst wordt gericht aan de leidend ambtenaar. Bij voorziene afwezigheid duidt deze een vervanger aan om de continuïteit van de dienst te garanderen.

De leidend ambtenaar is gemachtigd om de beslissingen van de Regering en de juridische akten van de Regering of een van haar leden voor echt te verklaren ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 24 oktober 2002.

Art. 3. De ministers van de Franse Gemeenschapsregering zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 oktober 2002.

De Minister-President, belast met Internationale betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten
toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,
Mevr. N. MARECHAL